

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

---

**Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in Africa**



## **MEDIA MONITORING**

**20 May 2015**

---

### **GENERAL STORIES**

#### **Grands lacs: vers plus de transparence dans le commerce des «minéraux du conflit»**

Source: Agence d'Information d'Afrique central

Par Alain Diasso

**Le Parlement européen va devoir trancher le 20 mai sur le renforcement de la lutte contre le commerce de l'or, du tantale, du tungstène et de l'étain qui financent des conflits armés notamment à l'est de la RDC.**

**18 Mai 2015** - Le Parlement européen va discuter, ce 19 mai, en plénière sur l'adoption d'un projet de loi visant l'instauration d'un mécanisme contraignant pour certains minerais issus des zones de conflit. Limiter le financement illégal des armées et autres groupes militaires dans les zones de conflit, tel est le but du débat qui sera sanctionné mercredi par un vote. Les députés se penchent donc sur un projet de réglementation pour établir un système d'auto-certification de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs responsables d'étain, de tantale, de tungstène et d'or en provenance de zones de conflits ou à risques. Il s'agit de couper tout lien pouvant exister entre l'extraction de minerais et le financement des conflits de sorte à favoriser une meilleure traçabilité de la chaîne d'approvisionnement des métaux et des minéraux en provenance de zones de conflit ou à haut risque. Là-dessus, la RDC est un cas d'école qui démontre de quelle manière l'extraction de minéraux dans les pays en voie de développement peut alimenter ou aggraver les conflits armés internes caractérisés par

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

des niveaux extrêmes de violence. En effet, le conflit dans ce pays a souvent été lié à la lutte pour le contrôle de ses ressources.

Ce projet en examen au Parlement européen se révèle comme une réelle opportunité d'approfondir les efforts dans le secteur des mines afin d'assurer une chaîne d'approvisionnement transparente. Élaborer une législation capable de mettre fin aux profits générés par le commerce de minerais utilisés pour financer des conflits armés et favoriser des pratiques responsables d'approvisionnement dans les zones de conflit, tel est l'objectif des discussions qui promettent d'être houleuses. Déjà, les eurodéputés seraient divisés quant à l'idée d'imposer ou non un système de certification obligatoire devant s'appliquer à tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement des métaux et des minéraux en provenance de zones de conflit. Faudra-t-il ou non imposer un principe de transparence contraignant à l'intégralité de la chaîne d'approvisionnement de ces minéraux de sang? La question est au cœur du débat.

En attendant des éventuels amendements, le texte encore en vigueur ne couvre que quatre minerais, à savoir l'or, le tantale, le tungstène et l'étain. Le Parlement européen scruterait, d'après certaines sources, la possibilité d'élargir le champ du règlement à d'autres minerais. Une équation qui paraît compliquée, notamment en termes de charges pour les entreprises concernées, fait-on savoir. Une chose est vraie, c'est que l'option est déjà levée pour le renforcement de la lutte contre les « minerais de sang » provenant des zones de conflit par l'instauration d'une traçabilité obligatoire de tous les produits depuis le lieu de production jusqu'au détaillant final.

## Angela Merkel insiste sur la réforme de l'OMS

Source: La Tribune de Genève (ats/Newsnet)

**19 Mai 2015** - La chancelière allemande Angela Merkel a tiré les leçons de la crise de l'Ebola devant quelque 3000 délégués de près de 180 pays venus à Genève pour l'Assemblée mondiale de la santé.

La chancelière allemande Angela Merkel a insisté lundi à Genève sur la nécessité de réformer l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Elle a détaillé les objectifs de la présidence allemande du G7 dans le domaine de la santé.

Angela Merkel a tiré les leçons de la crise de l'Ebola devant quelque 3000 délégués de près de 180 pays venus à Genève pour l'Assemblée mondiale de la santé.

Si l'OMS a «un rôle primordial» et «une légitimité politique universelle en matière de santé», «il faut rendre ses structures plus efficaces», a-t-elle déclaré.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Angela Merkel a en particulier critiqué la coexistence de 150 bureaux, de six bureaux régionaux en plus du siège genevois de l'OMS. «La décentralisation débouche souvent sur l'incapacité d'agir», a affirmé sans ambages la chancelière.

Elle a plaidé pour «une structure de commandement claire». La directrice générale de l'OMS Margaret Chan a été souvent critiquée pour avoir décrété seulement le 8 août dernier une urgence sanitaire internationale alors que l'épidémie d'Ebola se propageait hors de contrôle en Afrique de l'Ouest depuis plusieurs mois.

Outre l'épidémie d'Ebola, Angela Merkel a évoqué le renforcement de la lutte contre les maladies tropicales négligées et la résistance croissante aux antibiotiques, ses priorités pour le G7. Elle a rencontré Margaret Chan et pris part à un débat sur le renforcement des systèmes de santé dans les pays en développement.

**Berset en ouverture**

Le conseiller fédéral Alain Berset avait ouvert ce lundi matin, au nom des autorités suisses, l'Assemblée mondiale de la santé.

«Cette année encore, les systèmes de santé ont été mis à rude épreuve. L'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest nous a profondément marqués. Epidémies, conflits armés, crise économique, changements climatiques, nouveaux défis: autant de situations qui poussent nos systèmes de santé à leurs limites et testent leur capacité de résistance», a déclaré Alain Berset dans son discours de bienvenue.

Le renforcement des systèmes de santé en vue d'une couverture sanitaire universelle fait partie des priorités de la Suisse dans sa coopération internationale en matière de santé, a souligné le conseiller fédéral. La Suisse soutient l'objectif santé des nouveaux objectifs de développement durable que l'ONU doit adopter en septembre, a-t-il précisé.

«En ces temps marqués par Ebola et tant d'autres crises, nous devons soutenir l'OMS plus que jamais. L'OMS doit pouvoir pleinement assumer son rôle en matière d'épidémies, d'urgences humanitaires et, plus généralement, de sécurité sanitaire mondiale», a affirmé encore Alain Berset.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

## D.R. CONGO

### Le Président Joseph Kabila de retour à Kinshasa après sa participation au 9ème sommet extraordinaire de la CIRGL

Source: Digitalcongo.net

**Kinshasa, 19 Mai 2015** - Le Président de la République, Joseph Kabila a regagné Kinshasa après avoir pris part au 9ème sommet extraordinaire de la CIRGL.

Le Président de la République Joseph Kabila Kabange qui a pris part lundi au 9ème sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), à Luanda, en Angola, a regagné Kinshasa le même jour dans la soirée, a-t-on appris.

Sanctionné par un communiqué final, ce sommet a examiné la situation sécuritaire et humanitaire dans la région des Grands Lacs, plus particulièrement au Burundi, en République centrafricaine, en République Démocratique du Congo, au Kenya, au Rwanda, au Soudan, au Soudan du Sud, en Ouganda et en Zambie.

Cette rencontre des chefs d'Etat de la CIRGL a exigé que le gouvernement congolais poursuive les offensives militaires contre les FDLR et les autres forces négatives qui sèment la mort et la désolation dans l'Est de la RDC.

De même qu'il a recommandé le rapatriement des combattants du M23 dans un délai de 3 mois, dans le cadre de la mise en œuvre de la déclaration de Nairobi, et le rapatriement au Rwanda des éléments des FDLR se trouvant dans le camp de transit à Kanyabayonga et au camp Lieutenant -général Bauma, à Kisangani.

En ce qui concerne la situation du Burundi, le 9ème sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CIRGL a demandé au gouvernement de ce pays d'œuvrer au rétablissement de la paix, de la sécurité et de la stabilité afin d'encourager le retour des réfugiés, condamnant la tentative de coup d'Etat contre le président Pierre Nkurunziza et défendu sa « légitimité ».

Appelant à la tenue des élections législatives et présidentielles au Burundi malgré la crise actuelle, le président en exercice de la CIRGL et président de l'Angola, José Eduardo dos Santos a notamment déclaré: « Nous condamnons énergiquement la tentative de coup d'Etat et nous saluons la défense de l'ordre constitutionnel par les forces loyales au président de la République, dont la légitimité ne peut pas être remise en cause », a déclaré M. Dos Santos, à l'ouverture du sommet.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Le sommet de la CIRGL a aussi demandé à toutes les parties' prenantes dans la crise au Burundi et au gouvernement du pays de s'engager dans une résolution

Pacifique et d'entamer de manière ordonnée un processus visant à préparer un environnement propice à des élections justes, crédibles et transparentes.

A propos de la République centrafricaine, un sommet conjoint CIRGL-SADC sur la situation prévalant dans ce pays devra être convoqué à une date qui reste à fixer.

Les participants au sommet de Luanda ont par ailleurs condamné les massacres des étudiants kenyans du Garisa -College et des personnes innocentes perpétrées à Beni, dans l'Est de la RDC ainsi que le meurtre de deux officiers de la MONUSCO.

Au sujet des massacres des étudiants Kenyans, les dirigeants de la CIRGL qui ont évoqué la menace terroriste sur le continent africain.

« Je suggère que nous renforçons les moyens régionaux de lutte contre le terrorisme à travers une plus étroite collaboration entre nos agences de renseignements ainsi qu'un contrôle plus sévère de la circulation transfrontalière et de l'immigration illégale », a relevé le président Dos Santos.

Ce sommet a connu la participation de six Chefs d'Etat à savoir le congolais Joseph Kabila Kabange, l'angolais José Eduardo Dos Santo, le zambien Edgar Lungu, le sud-africain Jacob Zuma, le ud-soudanais Salva Kiir et la centrafricaine Catherine Samba Panza.

## **DR Congo government vows to restore security in Beni region**

Source: Spy Ghana

**19 May 2015** - Democratic Republic of Congo (DR Congo) government said over the weekend it will take all necessary measures to restore security in Beni territory in the east of the country where Ugandan ADF rebels have massacred some 400 people since early this year.

"Firm instructions have been given to the DR Congo Armed Forces to eliminate all the remaining rebel groups. The ADF rebels will be chased away and eliminated from the region," the statement said.

"No effort will be spared in the push to restore security in this part of the country," the government said, affirming that "it was concerned about the exodus of people from Beni and that it will ensure peace returns to the region."

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The massacre of the population has become frequent in Beni territory and the Allied Democratic Forces (ADF) rebels have always been suspected of being the perpetrators.

Last week, civil society groups in the area organized protests to push the government to take action over the continued killings of civilians by the rebels.

President Joseph Kabila visited Beni area last week in the company of the country's defense minister and promised to end the killings by the ADF rebels.

## **Pressenti candidat à la présidentielle de 2016, Matungulu lance « Congo Na Biso »**

Source: Le Phare, via mediacongo.net

**Kinshasa, 19 Mai 2015** - Freddy Matungulu, ministre honoraire des Finances, Economie et Budget (2001-2004) et Directeur honoraire au Fonds monétaire international, qui a démissionné, de manière anticipative, de ses fonctions dernièrement après 16 ans de bons et loyaux services, vient de lever un nouveau pan de voile sur ses ambitions politiques. En effet, il a choisi la date du 17 mai 2015, laquelle marque curieusement le 18e anniversaire de la « libération » du peuple congolais de la dictature de Mobutu par l'AFDL (Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo), pour annoncer, à partir de Washington, la naissance de son parti, dénommé « Congo Na Biso ».

Selon ses propres dires, il a décidé de devenir chef de parti à la suite de multiples appels des Congolais de l'intérieur comme de la diaspora, et principalement des jeunes, fortement préoccupés par la nécessité d'un vrai changement de gouvernance à la tête de l'Etat congolais. S'agissant du choix de «

Congo Na Biso » (CNB), Matungulu s'est inspiré « d'une chanson populaire bien connu [Notre Congo sera toujours uni...]. L'appellation Congo Na Biso, CNB en sigle, est un cri de ralliement patriotique et l'expression de notre engagement collectif de préserver l'unité et l'intégrité de notre pays. Le nom Congo Na Biso nous rappelle aussi notre devoir de travailler sans relâche à assurer la grandeur et la prospérité de la patrie, la RDC, comme nous le réaffirmons chaque jour dans le 'Debout Congolais', notre hymne national », dit-il.

Freddy Matungulu a choisi, pour emblème, « un aigle en vol, tenant un balai et une houe, symbole d'une force tranquille de vision, de probité morale et intellectuelle et du travail, et attributs du développement équitable d'un Etat tourné vers l'avenir ».

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Les principaux objectifs poursuivis par le CNB sont:

1. Renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit, pour un développement intégral et équitable du pays
2. Mise en place des conditions d'épanouissement collectif par le développement des infrastructures de gestion des ressources humaines et naturelles, de protection et de conservation de l'environnement ;
3. Lutte pour la défense des intérêts collectifs et supérieurs de la Nation et la protection des minorités ;
4. Promotion des valeurs morales dans l'action publique des dirigeants ;
5. Sauvegarde de l'unité nationale dans les frontières du 30 juin 1960 ;
6. Lutte pour l'égalité des citoyens devant la justice et le partage équitable du revenu national ;
7. Rapprochement par des mécanismes institutionnels adéquats entre les dirigeants et les gouvernés ;
8. Réhabilitation de l'image de marque de la RDC sur le plan africain et mondial ;
9. Promotion des campagnes pour en faire de véritables centres d'impulsion du développement du pays.

Le fondateur du nouveau parti souligne que sa doctrine est fondée sur le « la démocratie libérale humaniste, qui se caractérise par l'attachement aux libertés et aux droits de l'individu, et par la promotion de l'homme en tant que valeur nationale centrale, dans un monde débarrassé de tout asservissement et fondé sur le travail dans l'intégrité, condition de son existence et partant celle de son mieux-être social ». Sa devise est « Intégrité- Travail- Développement ».

Le siège de « Congo Na Biso » est établi au n° 243, 3e Rue, quartier industriel, dans la commune de Limete, à Kinshasa. Les inscriptions des adhérents vont s'ouvrir le 1er juin 2015. Freddy Matungulu revient bientôt à Kinshasa, à une date qui sera précitée en temps opportun.

On croit savoir qu'il s'est mis résolument en ordre de bataille pour les élections présidentielle et législatives du 27 novembre 2016.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

## BURUNDI

### Burundi police fire tear gas, beat protesters

Source: Aljazeera

**19 May 2015** - Burundi police on Tuesday fired tear gas and beat protesters who were demanding President Pierre Nkurunziza withdraw his bid for a third term, in a resurgence of unrest that has stoked fears of ethnic conflict in Africa's Great Lakes.

A Reuters photographer said at least eight protesters in a suburb of the capital Bujumbura were dragged off by police. Some in the crowd of flag-waving and chanting protesters responded by pelting officers with stones and rocks.

Rights groups say at least 20 people have died in three weeks of clashes between security forces and protesters who say Nkurunziza's ambitions violate the constitution and a peace deal that ended an ethnically fueled civil war in 2005.

Laying the same charges against the president, a group of renegade generals tried and failed to overthrow him last week. The government said late on Monday it would treat any future protesters as accomplices in the failed coup.

But crowds gathered again in the capital's suburb of Nyakabiga on Tuesday, shouting: "We will not stop until he gives up the third term."

Diplomats say the longer unrest continues, the more chance that a conflict, which up until now has been largely a struggle for power, reopens old wounds in a region with a history of ethnic violence.

South Africa said earlier on Tuesday that next month's election should be postponed indefinitely until political stability returns to Burundi, as regional leaders scrambled to contain the impasse and a potential humanitarian crisis.

More than 110,000 people have fled to neighboring Rwanda, Democratic Republic of Congo and Tanzania, where cholera has been found among refugees sleeping on the shores of Lake Tanganyika, waiting evacuation by boat.

The failed coup has heightened fears the crisis in the landlocked nation of 10 million could split the army, the central pillar of unity after the civil war, which had largely pitted majority Hutus against minority Tutsis.



**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Until recently, Nkurunziza, a former rebel leader with mixed parentage, had been seen as a bridge between the main groups in a region that has been an ethnic powder keg for the last half-century.

Neighboring Rwanda, which shares a similar ethnic mix, suffered a genocide in 1994 in which 800,000 people, mostly Tutsis and moderate Hutus, were killed.

The protesters in Bujumbura stressed they were against both Nkurunziza and the attempted coup, and denied any links with the plotters.

## **Burundi president delays parliamentary elections by 1 week**

Source: Reuters

Reporting by Edmund Blair; Writing by Ed Cropley; editing by John Stonestreet

**Bujumbura, 20 May 2015** - Burundi's President Pierre Nkurunziza delayed by a week local and parliamentary elections set for May 26, after nearly a month of political unrest and a failed military coup in the east African state, his adviser said on Wednesday.

Nkurunziza made the decision after a recommendation by the election commission and following requests from opposition politicians and the international community for a postponement, Willy Nyamitwe told Reuters on Wednesday.

Following a now daily pattern of street protests against Nkurunziza, demonstrators gathered in the capital shortly after dawn to chant slogans calling for the 51-year-old former sports professor not to seek a third term in office.

Police fired tear gas at one group of demonstrators, and a few shots were heard, a Reuters photographer said.

The protesters say Nkurunziza's desire to extend his time in office violates the constitution and a peace accord that ended an ethnically charged civil war in 2005. As many as 300,000 people died in the conflict.

Regional heavyweight South Africa called this week for the June 26 presidential election to be postponed indefinitely to allow stability to return.

However, diplomats fear that the longer the crisis drags on, the greater the chance that what is essentially a power struggle could re-open old wounds in a country with a long history of mass ethnic killing between its Hutu majority and Tutsi minority.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

A failed coup last week appeared to expose rifts in the military, a key pillar of post-war unity and reconciliation. Nyamitwe denied any splits in the security forces.

"The army is not divided," he told Reuters.

Nkurunziza argues that his presidential bid is legitimate since he was appointed to his first term in office by parliament, rather than by a direct vote.

## **EU says embassy in Burundi came under fire**

Source: Reuters

Reporting by George Obulutsa; Editing by Ed Cropley

**19 May 2015** - Shots were fired on Tuesday at the offices of the European Union's representative in Burundi, the EU said, demanding that the east African nation's government provide tighter security to the mission.

## **Great Lakes summit agrees Burundi elections should be postponed**

Source: <http://www.bdlive.co.za/africa/africanews/2015/05/19/great-lakes-summit-agrees-burundi-elections-should-be-postponed>

BY Natasha Marrian

**19 May 2015** - THE extraordinary summit of the International Conference on Great Lakes Region (ICGLR) agreed that there should be no timeframe for elections to take place in embattled Burundi, but rather that they should be postponed indefinitely to allow for stability and free and fair elections, the Presidency said on Tuesday.

President Jacob Zuma returned from the summit in Luanda, Angola, on Monday and described the summit as "fruitful". It was aimed at helping to resolve the problems in the Great Lakes region.

Mr Zuma attended the conference at the invitation of his Angolan counterpart, José Eduardo dos Santos, who is also the chairman of the conference.

Protests erupted in Burundi against President Pierre Nkurunziza and his bid for a third term in office days after he survived an attempted coup. Reuters reported on Monday that the atmosphere remained tense as soldiers were deployed in the east African

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

nation's capital, Bujumbura, where more than 20 people were killed in almost three weeks of unrest before last week's failed coup.

Mr Zuma, who had mediated the political situation in Burundi during his time as deputy president, condemned the attempted coup d'état that occurred last week.

"The summit further agreed that the postponement of elections should not have a timeframe as there was unrest in the country and the elections should be postponed indefinitely until there's stability, which would allow the elections to be free and fair," he said in a statement issued by the Presidency.

"We have also agreed that a delegation of heads of state from Kenya, Uganda, Tanzania and SA will visit Burundi in the shortest possible time to evaluate the situation and contribute to the peaceful resolution of the current situation."

Leaders at the summit had also discussed the security situation in the Democratic Republic of Congo, the Central African Republic and South Sudan. Mr Zuma was accompanied by International Relations and Co-operation Minister Maite Nkoana-Mashabane.

## **Burundi: la mobilisation reprend, les pays des Grands lacs pour un report des élections**

Source: Belga

**Quatre jours après l'échec d'un putsch et en pleine crise politique, le président burundais Pierre Nkurunziza a limogé lundi son ministre de la Défense, jugé trop conciliant avec les manifestants toujours mobilisés contre un troisième mandat présidentiel. Les pays des Grands Lacs ont recommandé le report sine die des élections au Burundi, a indiqué le président sud-africain Jacob Zuma dans un communiqué, à son retour d'un sommet extraordinaire en Angola consacré notamment à la crise burundaise.**

**19 Mai 2015** - "Le sommet est tombé d'accord pour dire que le report des élections ne doit pas être limité dans le temps car il y a des troubles dans le pays, et que les élections doivent être reportée sine die jusqu'au retour d'une stabilité permettant la tenue d'élections libres et justes", a déclaré M. Zuma, dont le pays, membre observateur de la Conférence internationale de la région des Grands Lacs (CIRGL), suit attentivement la situation au Burundi depuis la présidence de Nelson Mandela.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

L'Afrique du Sud s'apprête à envoyer une délégation au Burundi, avec le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie pour "évaluer la situation et contribuer à une résolution pacifique de la situation actuelle", a rappelé Jacob Zuma. Cela doit se faire "dans les plus brefs délais", a-t-il dit.

**Les manifestations reprennent**

La semaine dernière, les chefs d'État de la Communauté est-africaine (EAC) en sommet à Dar es-Salaam avaient également appelé à un report des élections mais pas au-delà de la date d'échéance légale prévue pour l'actuel pouvoir.

Des législatives doivent en principe se tenir le 26 mai au Burundi avant la présidentielle un mois plus tard.

Au lendemain d'une mobilisation en demi-teinte, des dizaines, parfois même des centaines de jeunes ont manifesté dans plusieurs quartiers périphériques de la capitale, tentant d'installer des petites barricades de fortune au milieu des rues, au son des sifflets et des slogans hostiles au pouvoir.

Comme la veille également, les militaires déployés dans ces quartiers, hauts-lieux habituels depuis trois semaines de la contestation populaire contre la candidature du président Nkurunziza à un troisième mandat à l'élection présidentielle du 26 juin, ont tiré en l'air pour disperser les protestataires, mais sans grand résultat.

Ces tirs de sommation ont été entendus à Jabe, Cibitoke et Nyakabiga. Le plus souvent, les manifestants s'enfuient quelques instants quand résonnent les détonations, avant de se rassembler aussi vite et sourire en coin un peu plus loin sur la chaussée, a-t-on constaté.

A Musaga, près de 300 jeunes défilaient ainsi en trotinant en rythme cadencé sur une des rues du quartier: "ce qu'on fait là", explique Yvan, "c'est d'essayer de réveiller les gens, ils sont un peu fatigués mais ils veulent aller jusqu'au bout" pour obtenir que le président Nkurunziza (au pouvoir depuis 2005) retire sa candidature.

"Le nombre de gens diminue dans les rues car ils ont peur des balles réelles", a souligné Bernard, chômeur de 34 ans. Mais l'objectif affiché des manifestants reste de pénétrer jusqu'au centre-ville, "ce qui sera fait dans le courant de la semaine", a assuré à l'AFP une des figures du mouvement, Pacifique Nininahazwe.

Dans le centre de la capitale précisément, la circulation automobile comme l'activité reprenaient doucement, avec des magasins ouverts, des administrations apparemment en activité et quelques policiers ici et là devant les bâtiments officiels.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Comme la veille, ce sont essentiellement des militaires qui sont déployés dans les quartiers contestataires. Lundi, ces soldats, sans matériels de maintien de l'ordre, avaient géré avec difficulté des rassemblements allant de dizaines à quelques centaines d'individus, alors qu'ils intervenaient pour la première fois à la place de la police, accusée d'être aux ordres du pouvoir présidentiel.

Visiblement mal à l'aise, les militaires avaient fait usage de leurs armes pour des tirs de sommation mais n'avaient pas tiré sur la foule, malgré d'évidentes tensions dans leurs rangs sur l'attitude à adopter face aux manifestants.

Cinq jours après l'échec du coup d'Etat mené par un général et ex-compagnon d'armes du président Nkurunziza, ces incidents ont révélé au grand jour les divisions persistantes au sein de l'armée, jusqu'à présent louée par les manifestants pour sa neutralité, et qui avait refusé de prendre part à la répression.

"Pas de 'plan de vengeance" Pour la première fois mardi, alors qu'elle jouissait jusqu'à présent d'une liberté totale de mouvement, la presse internationale s'est vue interdire l'accès d'un quartier contestataire, à Musaga, signe d'une nervosité grandissante du pouvoir envers ces médias, notamment accusés d'attiser par leur présence le zèle des manifestants.

Il ne reste aujourd'hui quasiment plus de presse privée au Burundi, où la scène médiatique étaient pourtant très active ces dernières années. Quatre radios privées ont été attaquées pendant le coup d'Etat pour avoir diffusé le message des officiers putschistes, et sont fermées aujourd'hui. Seule la radio télévision publique (RTNB) continuent d'émettre et ne relaie que le seul message présidentiel.

De nombreux journalistes, membres de la société civile et leaders du mouvement anti-troisième mandat vivent cachés par peur d'une arrestation ou des représailles des partisans du pouvoir.

Les autorités burundaises, qui ont lié le coup d'Etat du 13 mai aux manifestations de rue, exigent l'arrêt du "soulèvement" populaire et ont averti les manifestants qu'ils seront désormais "traités comme des putschistes".

La présidence a cependant adopté mardi un ton plus conciliant, affirmant que "le gouvernement ainsi que ses différents services n'ont et n'auront jamais de plan de 'vengeance".

Les "personnes impliquées" dans le coup d'État "seront arrêtées et poursuivies par la justice, et uniquement par elle", selon la présidence. Une vingtaine de putschistes ont été arrêtés, mais le chef du complot, le général Godefroid Niyombare, est toujours en fuite, selon les autorités.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Lundi, le président Nkurunziza a limogé trois de ses ministres, dont les ministres de la Défense et celui des Relations extérieures, pour leur gestion des derniers événements.

L'opposition politique reste muette, malgré l'ouverture de la campagne des élections communales et législatives du 26 mai qui seront suivies un mois plus tard de la présidentielle, dont la communauté internationale demande avec insistance le report.

## **Burundi poll should be delayed – Zuma**

Source: Reuters

**19 May 2015** - A presidential election due in Burundi next month should be postponed indefinitely until political stability returns, South African President Jacob Zuma said on Tuesday, summarising the outcome of a regional summit in Angola.

The special meeting was convened after a failed coup in Burundi against President Pierre Nkurunziza, whose decision to seek a third term of office has triggered weeks of street protests.

Presidency spokesman Harold Maloka said Zuma returned from the Extraordinary Summit of the International Conference on Great Lakes Region (ICGLR) in Angola on Monday. "He [Zuma] said the summit provided direction with regards to solving the immediate challenges of peace and stability in some parts of the Great Lakes region."

Leaders at the summit discussed thoroughly the security situation in countries such as the Democratic Republic of Congo, the Central African Republic, the Republic of Burundi and the Republic of South Sudan as well as issues of terrorism.

Zuma said the summit strongly condemned the attempted coup d'état that occurred last week in Burundi. "The summit further agreed that the postponement of elections should not have a time frame as there was unrest in the country and the elections should be postponed indefinitely until there's stability, which would allow the elections to be free and fair.

"We have also agreed that a delegation of heads of state from Kenya, Uganda, Tanzania and South Africa will visit Burundi in the shortest possible time to evaluate the situation and contribute to the peaceful resolution of the current situation," said Zuma.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

## **Burundi humanitarian crisis worsens as political tensions in country grow**

Source: UN News Centre

**18 May 2015** - The humanitarian crisis caused by the “escalating political tensions” in Burundi has worsened, according to the United Nations which today reported an uptick in the number of Burundian refugees seeking asylum and a deterioration in health conditions at refugee camps receiving them.

Addressing journalists at a press briefing in Geneva earlier this morning, World Health Organization (WHO) spokesperson Tarik Jašarevic voiced concern about the situation in the village of Kagunga in neighbouring Tanzania where the original population has increased from 10,000 to 90,000 due to the influx in refugees.

The crisis in the village, Mr. Jašarevic added, had recently degenerated following the discovery of several cases of cholera on 13 May.

Kagunga is a small village surrounded by a steep mountain range on the Tanzanian side and is best accessible by boat. Since Burundian refugees started to arrive in Kagunga in early May, the UN refugee agency (UNHCR) has moved them by boat to Kigoma and from there to the refugee camp in Nyarugusu.

More than 20,000 refugees have either been moved to, or arrived at the refugee camp which, according to UN officials, has already reached the threshold for the maximum number of persons. Additional refugees are now being housed in local schools while awaiting temporary tents. UNHCR confirmed it is taking urgent preventative measures to improve sanitation, hygiene and early detection, as well as a hygiene promotion information campaign.

In Tanzania, the number of refugees arriving in Kagunga has risen sharply over the last few days and the living conditions have become extremely dire. Local immigration authorities reported that over 50,000 Burundians were living rough in Kagunga on the shore of Lake Tanganyika.

Meanwhile, responding to a question at the same briefing, UNHCR spokesperson Adrian Edwards said that there were 26,000 refugees in Rwanda, and 111,000 refugees in all three neighbouring countries.

In related news, UN spokesperson Farhan Haq told reporters that the UN Special Envoy for the Great Lakes, Said Djinnit, met today with Burundian President Pierre Nkurunziza.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

“Speaking to the press after the meeting, he reiterated the Secretary-General’s condemnation of the attempt to oust an elected government and the need for political dialogue to create conditions for holding free and fair elections,” added Mr. Haq.

He said that Mr. Djinnit continues to hold consultations with political parties, civil society and religious organizations, Government officials and the diplomatic community, with the view to reconvene the political dialogue as soon as possible.

The Special Envoy is expected to brief the Security Council via videoconference tomorrow.

## **Burundi: le nombre de réfugiés qui fuient le pays a doublé en deux semaines, selon l'ONU**

Source: Francetv info avec AFP

**Plus de 100 000 personnes sont arrivés dans les pays voisins comme le Rwanda, la Tanzanie, la République démocratique du Congo (RDC), selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).**

**19 Mai 2015** - L'ONU s'alarme du nombre de réfugiés burundais, qui s'est accru après une tentative de coup d'Etat lancée par des militaires, mi-mai. Plus de 100 000 personnes ont fui dans les pays voisins (Rwanda, Tanzanie, République démocratique du Congo), selon le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR)

Des conditions de vie très dures au bord du lac Tanganyika Le chiffre de réfugiés ayant fui le Burundi a plus que doublé en une semaine. Près de 70 200 réfugiés ont fui en Tanzanie. Environ 26 300 personnes sont entrées au Rwanda et près de 9 200 dans la province du Sud-Kivu en République démocratique du Congo (RDC) Plus de 50 000 Burundais sont à Kagunga, sur les rives du lac Tanganyika, un lac qui baigne le Burundi et la Tanzanie. "Il y a des rapports indiquant qu'au moins 10 000 personnes attendent de traverser la frontière pour la Tanzanie", selon la porte-parole du HCR. Les conditions de vie y sont devenues très dures, en raison notamment d'un manque d'eau potable, de latrines et d'abris. Les services de santé sont par ailleurs submergés.



**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

## **Burundi: l'OMS craint une crise en Tanzanie**

Source: The Associated Press

Par Rodney Muhumuza

**Kampala, 19 Mai 2015** - L'Organisation mondiale de la Santé prévient de l'émergence d'une crise humanitaire en Tanzanie, où des milliers de Burundais se sont réfugiés pour échapper aux tensions politiques chez eux.

L'OMS a indiqué par voie de communiqué que la situation est «particulièrement inquiétante» dans le village tanzanien de Kagunga, où la population originale de 11 382 habitants a gonflé à 90 000 depuis avril.

L'agence onusienne explique que les infrastructures locales croulent sous l'arrivée quotidienne d'entre 500 et 2000 nouveaux réfugiés et que l'eau potable commence à manquer.

Des cas graves de diarrhée et de choléra sont confirmés parmi les réfugiés. Des experts qui ont étudié la situation recommandent l'adoption de mesures d'urgence pour garantir une réponse adéquate dans la région de Kigoma, près de la frontière avec le Burundi, a dit l'OMS.

Puisque Kagunga est encerclé de montagnes, les réfugiés doivent patienter avant de prendre place à bord d'un traversier centenaire qui met trois heures à se rendre jusqu'au port de Kigoma, a expliqué le Comité international de secours. Le navire ne peut toutefois emporter que 600 passagers deux fois par jour, ce qui signifie que les autres doivent patienter dans des conditions de surpeuplement et d'hygiène déficiente, a dit l'organisation.

Le CRI ajoute offrir des soins médicaux à Kagunga, à bord du navire et dans un camp transitoire à Kigoma. Quelque 16 000 réfugiés qui ont rejoint Kigoma se sont depuis rendus au camp de réfugiés de Nyarugusu, un périple qui peut prendre jusqu'à quatre heures.

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a rapporté dimanche que sept Burundais sont morts de diarrhées.

Plus de 105 000 Burundais ont fui vers la Tanzanie, le Rwanda et le Congo.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

## ANGOLA

### President Dos Santos Concerned About Great Lakes Region Situation

Source: Angola Press

**Luanda, 19 May 2015** - The Angolan President, José Eduardo dos Santos, said on Monday in Luanda that it is ease to note that the situation prevailing in the Great Lakes Regions is very worrying.

To the acting president of International Conference on Great Lakes Region (ICGLR) who was speaking at the summit of the leaders of this sub-region of Africa, this instability situation in the region compels the heads of state to reinforce the measures to fight against the threats that attempt against peace and security in some member countries.

He said that these threats that attempt against security and peace in the region may create inevitable repercussions on the other member states.

The Summit analysed the situation of peace, security and humanitarian in member countries, with special focus on the Republics of Burundi, Central African Republic, DR Congo, South Sudan and the threat of terrorism in the referred zone.

ICGLR was created after the political conflicts that marked the Great Lakes region in 1994, resulting in the recognition of its dimension and the need for a concerted effort aimed at promoting peace and development in the region.

ICGLR comprises Angola (host), Burundi, the Central African Republic (CAR), Republic of Congo, Democratic Republic of Congo (DRC), Kenya, Uganda, Rwanda, Sudan, South Sudan, Tanzania and Zambia.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

## CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

### **RCA: les élections pourraient être reportées, selon un officiel de l'ONU**

Source: Agence de presse Xinhua

Par: Norbert

**19 Mai 2015** - Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, Abdoulaye Bathily, a déclaré mardi, à Libreville, que les élections en République centrafricaine (RCA) prévues en août prochain pourraient être reportées.

M. Bathily a fait cette annonce en présentant aux ambassadeurs et aux représentants des organisations internationales au Gabon les résultats du dernier Forum de renonciation national en RCA dont il était le président.

Il a fait savoir que les participants avaient évoqué l'impossibilité de tenir les élections en août prochain, et recommandé une prolongation de la transition, de sorte à réunir les conditions d'organisation d'élections libres, transparentes et équitables.

Le Forum de Bangui, tenu du 4 au 11 mai à Bangui, a eu la participation de 700 délégués représentant toutes les forces vives de la nation devant le médiateur de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC), le président congolais Denis Sassou Nguesso, a dit M. Bathily.

Les recommandations du Forum, a-t-il affirmé, portent notamment sur la création de mécanismes pour la paix et la réconciliation, la mise en place d'une commission d'enquête pour examiner les violations graves des droits de l'homme, la lutte contre l'impunité pour les crimes et l'amélioration de la gouvernance politique et économique.

M. Bathily a également exhorté la communauté internationale à manifester davantage sa solidarité à l'égard de la Centrafrique en contribuant généreusement, aux échéances à venir, à la mobilisation des ressources nécessaires.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

## CONGO (REPUBLIC)

### Congo: la police s'explique sur les expulsions d'étrangers sans papiers

Source: Xinhua

**19 May 2015** - a police du Congo s'est expliqué mardi sur l'expulsion d'étrangers sans papiers menée depuis le 14 mai à Pointe-Noire, la deuxième ville du pays.

Selon le porte-parole de la police, Jules Monkala Tchoumou, 1. 150 ressortissants de différentes nationalités ont été interpellés depuis cette date et beaucoup d'entre eux ont été reconduits aux frontières pour qu'ils regagnent leurs pays d'origine.

"L'opération +Mbata ya bakolo+ est destinée à lutter contre la criminalité et l'immigration clandestine. En ce qui concerne la lutte contre l'immigration clandestine, elle n'est orientée vers aucune nationalité," a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse tenue à Pointe-Noire, capitale économique du Congo.

"Nous n'avons ciblé aucune nationalité. Tout étranger qui a vu que son visa a expiré devient clandestin," a-t-il soutenu.

Parmi les personnes interpellées figuraient notamment 642 ressortissants de la République démocratique du Congo (RDC), 129 Sénégalais, 89 Maliens, 50 Béninois, 24 Guinéens, ainsi que 83 citoyens du Congo-Brazzaville pris dans le cadre de la lutte contre la criminalité, a précisé le porte-parole de la police.

485 personnes ont été relâchées après vérification des documents alors que 386 personnes en situation irrégulière sont retenues dans un site aménagé pour la circonstance. 286 personnes, essentiellement originaires de RDC, du Mali, de Centrafrique et du Cameroun ont été rapatriées.

En avril 2014, le Congo a lancé l'opération "Mbata ya Bakolo" pour faire face à l'immigration clandestine et à la criminalité, qui a occasionné le retour de plus de 150.000 ressortissants rd- congolais dans leur pays. Ces expulsions massives ont créé un froid diplomatique qui perdure encore entre les deux pays voisins.

Selon M. Tchoumou, l'opération "Mbata ya Bakolo", lancée à Pointe-Noire, se poursuivra dans d'autres villes du Congo.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

## Congo: le président Sassou-Nguesso lance des consultations nationales

Source: RFI

**20 Mai 2015** - A partir de ce mercredi, le président Denis Sassou-Nguesso recevra chefs de partis, société civile ou encore responsables religieux. Des entretiens pour évoquer la vie de la nation et de l'Etat, indique le communiqué de la présidence, sans plus de précisions. Depuis plusieurs mois, de nombreux partis politiques et organisations de la société civile réclament un dialogue national pour trancher notamment la question de la réforme constitutionnelle qui divise la société congolaise. Mais là encore, l'initiative du président fait débat. L'opposition promet déjà qu'elle boycottera.

Son thème est vague, ses modalités pratiques encore inconnues, mais l'initiative de Denis Sassou-Nguesso fait réagir toute la classe politique. Il faut dire qu'en annonçant ces consultations deux jours avant leur lancement, le président a pris tout le monde de court.

Une bonne source parle de manœuvre. Le chef de l'Etat éviterait une conférence nationale pour pouvoir faire pression sur ses adversaires dans le huis clos de son palais. Une autre y voit une opération pour gagner du temps et éviter toute vague avant les jeux panafricains de septembre.

### Méfiance

En tout cas, l'opposition décrit l'idée comme un piège. Selon Paul-Marie Mpouélé, le coordonnateur du Frocad (Front républicain pour le respect de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique), ces consultations ont pour but de constater les divisions politiques autour d'une réforme constitutionnelle et de servir d'excuse au président pour convoquer un référendum et se maintenir au pouvoir.

De son côté, Pierre Ngolo dit ne pas comprendre cette hostilité. Le secrétaire général du parti présidentiel PCT (Parti congolais du travail) estime que c'est justement l'occasion pour tous de présenter ses arguments au président. Le mouvement, lui, demandera au chef de l'Etat d'ouvrir la porte à un changement constitutionnel. Une réforme à laquelle s'oppose le MCDDI (Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral), deuxième force de la majorité. Son chef de file, Guy Brice Parfait Kolelas parle néanmoins d'une initiative heureuse dans une période où le pays est crispé. Il y voit l'occasion d'aller expliquer face-à-face à Denis Sassou-Nguesso, pourquoi la Constitution ne doit pas être modifiée.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

## KENYA

### Ethiopian Forces Enter Kenya, Take Over Police Station

Source: The news Hub

**19 May 2015** - The Ethiopians armed with AK47 rifles arrived in 10 vehicles, disembarked and took strategic positions around the police station.

Security agents are reported to be on alert after 50 heavily-armed Ethiopian soldiers and police officers crossed the border and reportedly took over a police station in Illeret Police Station in North Horr in Kenya.

According to Kenya Newspaper, the Daily Nation, the Ethiopians armed with AK47 rifles arrived in 10 vehicles, disembarked and took strategic positions around the police station. They inspected the area and took photos of the area.

This is the third time Ethiopian forces have crossed into Kenya this year which is 16 kilometres from the border. According to a brief from the Inspector-General of Police Joseph Boinnet's office in Nairobi "Their intention is not clear," The Kenya Defence Forces have however dismissed such reports saying Ethiopians are a friendly nation.

"Illeret Police Station has nine officers only, but the few who are there remain on high alert, monitoring the border," the brief read.

North Horr OCPD Tom Odero said the Ethiopians stormed the station a few days after Kenyan and Ethiopian surveyors concluded surveying and demarcating the border.

### Kenya massacre mall to reopen in July: management

Source: AFP

**Nairobi 19 May 2015** - The Westgate shopping mall in Kenya's capital Nairobi, closed after a siege and massacre carried out by Somali Islamists in 2013, is to reopen in July, its management said Tuesday.

The mall, once one of the Kenyan capital's most upmarket shopping centres, was devastated by an intense fire that broke out during the September 2013 attack by Al-Qaeda-linked Shebab gunmen that left at least 67 dead.

Since then, the bullet-scarred building has been empty.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

But Westgate director Alex Trachtenberg, speaking at a prayer meeting on Tuesday, said tenants were returning and were expected to begin refitting stores ahead of a July opening.

"As the management and directors of Westgate Mall, alongside our esteemed tenants, we are today joined in this interdenominational thanksgiving and prayer service as we prepare for the reopening sometime in July," Trachtenberg said.

Atul Shah, who heads the key regional supermarket chain Nakumatt -- whose store in the mall was where many of the victims were slaughtered -- said they were readying to reopen.

"The fall of Westgate following the attack two years ago was a big blow to our business," Shah said. "I am however glad to confirm that our customers, among other partners, have enabled us to overcome the challenges."

## **Kenya: Uhuru Off to AU Parliament**

Source: The Star (Kenya)

**19 May 2015** - President Uhuru Kenyatta yesterday travelled to Johannesburg, South Africa, for a sitting of the Pan African Parliament.

PAP is the legislative body of the African Union.

Uhuru will address the 6th Ordinary Session of the Third Parliament.

It has 245 Members of Parliament drawn from AU member states, who are elected by their national parliaments.

The PAP was initially based in Addis Ababa, Ethiopia.

It was later moved to Midrand, South Africa.

PAP meets four times a year, in March, May, August and October, for sittings of committees and sessions of Parliament.

While in South Africa, Uhuru will also hold talks with his host President Jacob Zuma.

The plane carrying Uhuru departed JKIA shortly before 3pm.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

## SOUTH SUDAN

### South Sudan: UNICEF warns women and children being victimized 'with frightening regularity'

Source: UN News Centre

**19 May 2015** - Almost two years since the eruption of the conflict in South Sudan, the situation continues to deteriorate with women and small children making up the majority of most recent casualties, a representative from the United Nations Children's Fund (UNICEF) in the country said today.

Speaking by phone from the capital, Juba, UNICEF Representative Jonathan Veitch confirmed to journalists in Geneva that dozens of children have been killed, raped and abducted in the Unity state over the previous two weeks.

"The deliberate targeting of children in these attacks is an outrage," said Mr. Veitch in a press statement issued by UNICEF.

"If children are to be protected from further harm, an immediate cessation of hostilities is urgently needed, together with full access for humanitarian workers," he added, underscoring that an urgent and thorough investigation is also required to identify and hold accountable those responsible for these latest atrocities against children.

Fighting has been reported to be ongoing even today, and it is unclear who was in charge of some areas. There were reports of women and girls being taken away to be raped or killed.

He said that a 17-year old girl, who had managed to reach a UN Mission (UNMISS) base, said that when the attackers had come, they had taken and burned her belongings. The attackers were boys, 16 or 17 years old, who proceeded to shoot many people. The girl did not have enough food to feed her 8-month old twins. This example shows how international law is being violated and the need for unconditional access to all areas.

According to dozens of testimonies from people who have fled burning villages, children have been both the victims and perpetrators of recent violence in Unity state, with armed men and boys in military and civilian clothing responsible for the widespread destruction of life and property.

UNICEF said that witnesses reported that they believed the attacks were undertaken by armed groups aligned with the Sudan People's Liberation Army (SPLA).



**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Mr. Veitch said that if people reached the refugee camps, children would at least be protected and taken care of, but outside of the camps, it is very difficult to provide protection.

There is no clear answer for the brutality. Some fighters explained that it was better to kill children now, before they grew up and returned for revenge, he said. It is an unprecedented use of children in conflict with almost 13,000 children registered to have been recruited by both sides thus far, Mr. Veitch said.

UNICEF has been in contact with the SPLA and trying to contact the opposition forces. There is a serious command and control issue at stake. The UN's monitoring mechanism has shown that 13,000 children have been recruited over the past one and a half years.

Prior to that, South Sudan had been doing well in releasing children from armed forces and armed groups. The majority of the recruited children are likely in the opposition armed groups. It is becoming increasingly complex to work in the refugee camps due to the tribal differences, but services provided there are solid.

UN peacekeepers are providing a lot of protection, escort and patrolling and they have been targeted on numerous occasions outside of the camps. Mr. Veitch said that there was a strategic humanitarian response plan in place but it is extremely difficult to raise money for many of the budgets with many crises happening simultaneously around the world.

In some places in Jonglei State, people had returned home, Mr. Veitch explained, but in other places, the numbers of the displaced had gone up for security reasons and there were no indications that they would subside any time soon.

The agency added that fighting has been escalating in Unity and Upper Nile states in recent weeks, with violations against children occurring with frightening regularity.

Meanwhile, UN spokesperson Farhan Haq said today that in Malakal, UNMISS reported military movements in the area of Melut, in Upper Nile state. Three explosions were heard approximately 40 kilometres from the Mission's base.

Some 270 displaced persons have arrived at the Mission's protection site in Melut this morning, joining the thousand civilians already there, and another 250 to 350 civilians are also sheltering at a newly allocated protection area adjacent to the Mission's base, said Mr. Haq.

"The Mission continues to be deeply concerned by the overall escalation of the conflict, and once again calls on the Government and Opposition leadership to immediately

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

cease all hostilities and resume negotiations, with a view to signing a comprehensive peace agreement," he added.

## **Soudan du Sud: le Conseil de sécurité de l'ONU affirme sa volonté d'imposer des sanctions**

Source: ONU

**New York (Nations unies), 19 mai 2015** - Le Conseil de sécurité des Nations Unies a condamné l'escalade de la violence et les violations du cessez-le-feu au Soudan du Sud, se disant prêt à imposer des sanctions à ceux qui menacent le processus de paix dans le pays.

Dans une déclaration de presse rendue publique dimanche soir, les membres du Conseil ont "condamné dans les termes les plus forts les violations répétées de l'accord de cessez-le-feu signé par les autorités du pays et l'Armée/Mouvement populaire de libération du Soudan dans l'opposition (SPLM/A) le 23 janvier 2014".

Le Conseil de sécurité a appelé toutes les parties à "participer de manière constructive au processus de paix pour trouver une solution politique à la crise et mettre fin au conflit".

Dans ce contexte, les membres du Conseil ont réaffirmé leur volonté d'"imposer des sanctions contre ceux qui menacent la paix, la sécurité ou la stabilité du Soudan du Sud".

Les membre du Conseil de sécurité "ont condamné la violence qui s'est largement répandue dans l'Etat d'Unité suite à la récente offensive du gouvernement du Soudan du Sud dans la zone, qui a entraîné le déplacement de plus de 100.000 civils et la suspension de presque toutes les activités humanitaires".

Ils ont également condamné l'attaque de grande envergure lancée le 15 mai par le SPLM/A sur la ville de Malakal, dans l'Etat du Haut-Nil.

Les membres du Conseil ont par ailleurs exprimé leur vive préoccupation face aux 50.000 personnes déplacées qui ont trouvé refuge dans le camp de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) à Bentiu et au 25.000 déplacés supplémentaires qui se trouvent actuellement dans le camp de la MINUSS à Malakal.

Ces déplacements de personnes causés par les violences, ont ajouté les membres du Conseil, "ne font qu'aggraver la profonde crise humanitaire actuelle dans le pays".

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Le Conseil a demandé la cessation immédiate de toute violation des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans le pays. Il a réaffirmé que les auteurs de telles violations devaient être tenus pour responsables et a rappelé que le gouvernement du Soudan du Sud avait pour responsabilité principale de protéger les civils sur son territoire.

Il a également renouvelé son appel aux parties prenantes pour qu'elles garantissent un "accès complet, sûr et sans entraves" au personnel humanitaire.

Le conflit au Soudan du Sud avait éclaté en décembre 2013, lorsque le président Salva Kiir avait accusé son ancien vice-président Riek Machar de fomenter un coup d'Etat.